

ACTUALITÉ

Économie

RSS

Le Point.fr - Publié le 18/11/2012 à 10:40 - Modifié le 19/11/2012 à 11:19

La France décadente

Interview. La dernière une de "The Economist" fait de la France une "bombe à retardement au coeur de l'Europe". Provocation ou diagnostic lucide ?

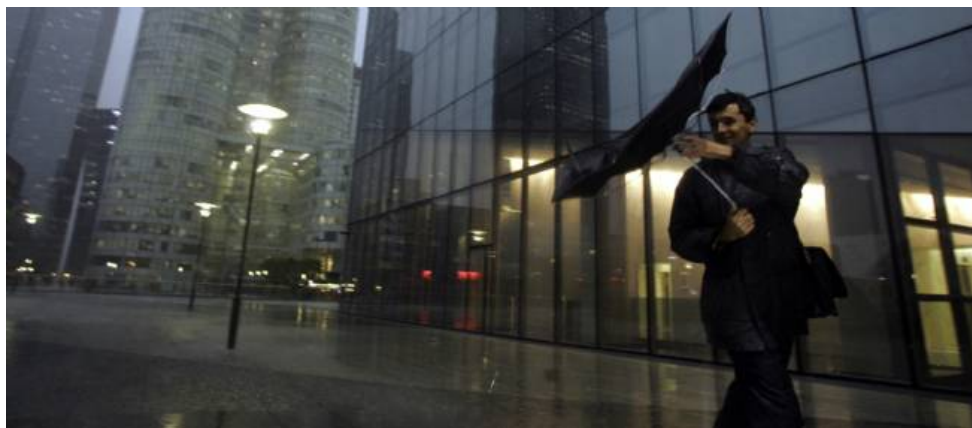


Photo d'illustration. © Carol Amar / Maxppp

Propos recueillis par **MARC VIGNAUD**

Jean-Pierre Petit, président des Cahiers verts de l'économie, société de stratégie d'investissement et d'analyse macroéconomique, explique pourquoi la une de *The Economist* qui fait de la France une "bombe à retardement au coeur de l'Europe" doit être prise au sérieux.

Le Point.fr : Êtes-vous choqué par la une de *The Economist* qui fait de la France la bombe à retardement au coeur de l'Europe ?

Jean-Pierre Petit : Je ne suis pas choqué par cette une. La France est en déclin depuis une trentaine d'années. Je préfère même parler de décadence, car c'est un mouvement autoentretenu (cercle vicieux), alors que le déclin peut n'être qu'un mouvement ponctuel.

La croissance a été de 1 % en moyenne sur la dernière décennie. C'est la pire décennie d'après-guerre. D'une base 100 il y a 30 ans, le PIB relatif par tête de la France par rapport aux pays du G7, sans même parler de la Chine ou de l'Inde, est tombé à 88. Cela signifie que le PIB par habitant français décline par rapport aux pays comparables. Les parts de marché françaises ont particulièrement baissé pendant la décennie 2000, notamment dans les exportations intraeuropéennes. La France est de plus en plus mal placée parmi les pays développés selon les indicateurs qui mesurent la compétitivité. Pire, la croissance potentielle, c'est-à-dire celle qu'un pays peut atteindre sans déséquilibre macroéconomique grave, par la progression de sa force de travail et de sa productivité, n'est, à mon avis, guère supérieure à 0,5 % du PIB. Déjà, elle n'était pas supérieure à 1 % avant la crise, mais elle continue à baisser à cause d'un taux d'investissement qui s'est effondré et d'un chômage de masse qui risque de se poursuivre avec, en particulier, les chômeurs de longue durée. Les estimations de croissance au-delà de 2013, de 2 %, sont donc irréalistes.

Est-ce qu'on peut dire pour autant que la France est une bombe à retardement au coeur de l'Europe ?

Oui, absolument. Il faut prendre du recul par rapport à la situation instantanée. Si on regarde le ratio de dette publique, de 90 % du PIB, il est à peu près au niveau de l'ensemble de la moyenne de la zone euro, inférieur à celui de l'Italie, de la Grèce et du Portugal. Si l'on regarde la variation de la dette depuis

le début de la crise, elle est à peine supérieure à l'augmentation de celle de la zone euro. Quant à la position extérieure nette - l'endettement extérieur moins les actifs français à l'étranger -, la France est à environ - 15 %. Il n'y a pas le feu par rapport à l'Espagne et au Portugal. Mais ce qui est intéressant, n'est pas la photographie instantanée. C'est la tendance. La dette publique a, par exemple, été multipliée par plus de cinq en trente ans, malgré des prélèvements publics record, une chute des taux d'intérêt (17 % dans les années 80 pour les emprunts à 10 ans contre à peine 2 % aujourd'hui), des privatisations assez massives dans les années 80-90 et une baisse des investissements publics. On n'a pas su utiliser les évolutions technologiques dans un certain nombre de domaines ou le départ massif en retraite des agents publics pour limiter l'explosion de la dette. Dans le secteur public, on a, de mémoire, des centaines de milliers de fonctionnaires de plus que l'Allemagne (en proportion de la population).

Comment expliquer le déclin, voire la décadence française, dont vous parlez ?

Au-delà du débat sur la baisse de la compétitivité prix ou hors prix, le déclin s'explique par deux tendances de fond. D'abord ce que j'appelle l'inflation démocratique. Vous avez en France un nombre record d'élection, d'élus, de lois, de circulaires, d'arrêtés qui dégradent l'environnement institutionnel, augmentent l'incertitude juridique et favorisent l'immobilisme. Cela génère des rentes au profit de lobbies, qu'ils soient locaux, nationaux, syndicaux, professionnels. Le millefeuille institutionnel et juridique paralyse l'initiative privée. L'essentiel est la multitude des rentes catégorielles qu'il faut sanctuariser. Dans de nombreux domaines de l'action publique (emploi, logement, fiscalité, éducation,...), ce sont ainsi les " insiders " (titulaires ou capteurs de rente) qui sont les grands gagnants. Sur le marché du travail, par exemple, ce sont les CDI par rapport aux CDD. Vous avez toute une série d'inégalités qui se creusent. Pas uniquement celles fondées sur le revenu : il y a les inégalités de statut entre le secteur public et le secteur privé, mais aussi les inégalités spatiales. Certaines régions en France dépendent totalement de la dépense et des transferts publics. Il y a également une explosion des inégalités intergénérationnelles, difficilement mesurables, mais qui sont hallucinantes. Les jeunes subissent l'augmentation de la dette et celle des impôts qui financent des prestations actualisées (retraites, santé...) dont ils ne bénéficieront jamais. Ils pâtissent de la bulle immobilière n'aboutit qu'à engraisser les seniors.

La seconde tendance, c'est le principe de précaution. Pas uniquement celui qui est inscrit dans la Constitution. La classe politique, qu'elle soit de gauche ou de droite, répond à chaque inquiétude subjective en légiférant pour soi-disant protéger, mais sans évaluer les gains et les risques objectifs, au prix de l'innovation et du risque. Je vous rappelle que même l'euro a été vendu comme une protection contre les risques de crise financière. Du coup, le système s'auto-entretient : les protections réduisent les performances de la France, ce qui génère encore plus de frustration et d'angoisse et justifie ensuite l'établissement de nouvelles protections.

N'est-ce pas paradoxal de parler de bombe au coeur de l'Europe justement au moment où François Hollande semble amorcer un virage de politique économique en faveur de la compétitivité des entreprises et de la baisse de la dépense publique ?

Les engagements à baisser la dépense publique, cela fait 30 ans que j'en entends parler. Je me souviens très bien de François Mitterrand après 1983. Il disait que les prélèvements obligatoires étaient trop élevés et qu'il fallait les réduire d'un point. Qu'il y ait de petites inflexions de temps en temps quand il y a une menace, c'est une chose, mais cela ne veut pas forcément dire un changement de cap fondamental. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu le mouvement des Pigeons qui a eu un retentissement mondial. On était déjà sous pression avant la une de *The Economist*. L'Allemagne ne va pas attendre que l'écart de taux d'intérêt se creuse de deux points. Angela Merkel fait pression indirectement sur la France par des voies détournées. Elle emploie des termes diplomatiquement corrects, mais néanmoins efficaces. La France, c'est 20 % du PIB de la zone euro, c'est un pays encore plus systémique que l'Espagne.

Pour vous, le crédit d'impôt de 20 milliards en faveur des entreprises est donc insuffisant ?

Bien sûr, même si c'est toujours mieux que si on ne le faisait pas.

Que doit faire la France pour se redresser ?

Ce qu'il faudrait, c'est une thérapie de choc sur la compétitivité, prix et hors prix qui favoriserait un cap et une cohérence de nature à infléchir les anticipations des investisseurs et des entreprises. . Il faudrait une flexibilisation du marché du travail, une baisse du niveau des dépenses sociales, une remise en cause de très nombreuses rentes par une libéralisation de l'économie, une baisse des dépenses de

fonctionnement de la sphère publique, une modernisation du système éducatif. Bref, il faut se concentrer sur l'offre, tout en compensant l'impact restrictif de cette rationalisation par une action au niveau de la demande : il faudrait une baisse de l'euro et des politiques budgétaires intelligentes. Cela veut dire ne pas à tout prix revenir à 3 % du déficit en 2013. Ce qui est important, c'est la manière dont on aboutit à la baisse du déficit, par la baisse des dépenses de fonctionnements improductives, plutôt que le respect d'une norme. Ce choc d'offre compensé par la demande, c'est ce qu'ont fait avec succès, dans les années 90, les pays nordiques ou le Canada.

La France va de toute façon souffrir pendant au moins plusieurs années, car on ne rattrape pas un déficit d'ajustement en 15 jours. La question est : en combien de temps ? Avec une thérapie de choc, on souffre 2 ou 3 ans puis on se redresse ensuite durablement. Si on privilégie l'ajustement graduel en gagnant du temps, on va souffrir de façon apparemment moins forte, mais la sanction des marchés et des acteurs économiques sera, in fine, beaucoup plus longue et rude.

ÉCONOMIE

RSS Économie

"The Economist" contre-attaque

Budget européen 2014-2020 : le spectre d'un échec plane sur Bruxelles

Monti estime que l'austérité en Italie a pu sauver la zone euro

[Tous les articles - Économie](#)



Célibataire et cadre sup ?

Rejoignez Attractive World, le site de rencontre haut de gamme avec sélection à l'entrée.



Economisez 6000€ d'impôts

En achetant pour louer grâce à la loi Duflo. Demandez votre devis simple et gratuit !



Votre devis en 2 minutes

Choisissez la mutuelle la plus adaptée à vos besoins ! Jusqu'à 2 mois offerts !

Publicité Ligatus

124 Commentaires

[Ajouter un commentaire](#)

Téofil

le 19/11/2012 à 19:40

Décadente ?

C'est un sacré euphémisme. Commençons par revoir notre sens de la vie et des vraies valeurs éternelles.

Deimos

le 19/11/2012 à 18:04

Que les pauvres restent pauvres

La France est malade de ce socialisme qui appauvrit ceux qui font des efforts pour permettre à ceux qui n'en font pas, de vivre sur leur dos. 50 % des foyers ne paient pas d'impôts sur le revenu. Ceci revient à dire que 50 % paient pour ceux là.

La France croule sous le poids des inutiles, des profiteurs, des assistés en tout genre, qui ne font aucun effort et qui demandent tout.

Pourquoi certains français loin d'être des riches n'ont jamais droit à la moindre aide, alors que d'autres ont droit à tout.

Et pour inventer des règles favorables à l'assistanat, les bobos de gauche ne sont jamais à court d'idées.

Ainsi ma fille pour manger à la cantine scolaire paie son repas trois fois plus cher que les enfants issus de l'assistanat. Trois enfants de la même famille paient ainsi, pour trois repas, 1 repas 50% moins cher, un autre 75 % moins cher, et le troisième gratuit, pendant que moi je paie 300 %.

C'est ce genre de débilité de gauche qui a entraîné la France vers la ruine la plus complète.

Toutes les aides sociales devraient être supprimées. Et seules le chômage, la santé et les retraites devraient perdurer...

Il faudrait que les pauvres restent pauvres, et qu'ils comprennent que s'ils veulent une maison, il ne faut pas faire 3 ou 4 moutards pour toucher des aides, mais qu'ils doivent se prendre en charge et cesser ainsi d'être un fardeau pour les autres qui paient tout et qui n'ont droit à rien.

C'est donc l'assistanat développé par les socialistes par clientélisme qu'il faut supprimer, ce qui aura pour effet de redresser les comptes sociaux, et mécaniquement de freiner l'immigration.
 La France est malade de ces politiciens de gauche dont le seul mérite est de faire payer plus d'impôts aux classes moyennes pour qu'ils puissent faire du clientélisme avec nos impôts.
 Que les pauvres restent pauvres, et qu'ils cessent de demander aux autres de prendre en charge leur assistanat.
 D'avoir un voisin pauvre ne me dérange pas dès lors qu'il ne fait aucun effort.

DANIEL 74

le 19/11/2012 à 18:00

BOOMRANG

C'est l'État qui tue la France, les citoyens Français vont-ils en être conscients ? 1 élu pour 100 habitant 1 fonctionnaire ou assimilé pour 10 habitants.

ennAji

le 19/11/2012 à 17:17

Phoenix...

Ne soyez pas trop pessimistes ! La France renaîtra de ses "difficultés".

SIRIUS MAGHREBIN

le 19/11/2012 à 16:40

The Economist ou la paille française et la poutre anglaise !

L'idéologie anglo-saxonne se délectait de son sens "professionnel" dans les commentaires mais là, c'est un tract politique du journal "the Economist" tape la France sous la ceinture, estimant que le duo franco-allemand battait de l'aile et que c'était l'occasion de mettre à terre une fois pour toutes l'économie française pour "dérouler" le tapis rouge aux grosses fortunes voire aux grosses entreprises françaises pour renflouer une économie anglaise, financiarisée à outrance, et une industrie et des ouvriers compétents qui travaillent pour les chinois, les japonais et les allemands à des conditions salariales et des horaires de travail dignes de la Hongrie et de la Roumanie, pendant que les députés et les tories s'en mettent plein les poches, pendant que la presse anglaise est aux mains de Murdoch qui décide qui ira au 10, Downing Street (cf le scandale Cameron/Murdoch) qui est étouffé, les scandales des manipulations du taux Libor, excusez du peu, tant toute la finance européenne dépend de ce taux. Ne parlons pas du scandale du sauvetage des banques privées anglaises qui ont été privatisées, des coupes sombres dans toutes les couvertures médicales, les couvertures des indemnités chômage, etc. Et le pompon, c'est bien sûr tous les blocages mis devant la construction européenne. Oui, le GB est bien le cheval de Troie qui veut la faillite de l'euro, de la zone euro, et tout ceci explique "la charge" du cheval léger "Economist" auquel le particule "The" ne convient plus du tout. Quand ce journal dénoncera les "too big to fall" ; les profits financiers indécents, l'origine mafieuse des capitaux russes qui viennent s'investir à Londres et dont les patrons sont tous liés peu ou prou avec le pouvoir en place au Kremlin, à ce moment là on ne criera plus à la manip grossière et ultra orientée de ce journal. Savez-vous qui en l'actionnaire majoritaire ? Alors vous avez votre réponse.

Gremelli

le 19/11/2012 à 15:53

Dépenses sociales

Une baisse du niveau des dépenses sociales [...].
 Je crois rêver en lisant cet article. De toutes manières, ce seront les classes moyennes qui vont pâtir de ces mesures. Hormis de belles promesses que ce soit la droite ou la gauche, quelqu'un peut-il me dire, en augmentant l'impôt, comment nous allons nous en sortir ?
 Comment pouvoir relever l'économie du pays avec rien dans le portefeuille ?

VraiFrançais

le 19/11/2012 à 15:16

La décadence des électeurs

Ce ne sont pas les élites qui sont décadentes, ce sont les électeurs qui les écoutent et qui les portent au pouvoir qui le sont. Le véritable problème vient de cela. Tout élu sait aujourd'hui que pour avoir la moindre chance de se faire élire, il doit juste chanter la douce sérénade que les électeurs ont envie d'entendre et rien d'autre, même si elle est complètement pipée.
 Ce que beaucoup commencent à appeler "l'inaptocratie" : "un système de gouvernement où les moins capables de gouverner sont élus par les moins capables de produire, et où les membres de la société les moins à même de subvenir à leurs propres besoins ou de réussir, sont récompensés par les biens et services produits et payés par un nombre toujours moins grand de producteurs".
 Elle est là, la vraie décadence : la perte des valeurs morales, de courage, de droiture, d'engagement, d'effort, de persévérance, de travail. Ne cherchez pas plus loin.

Raleur

le 19/11/2012 à 14:40

@jcbt si vous souhaitez

...avoir un état complet de la France, lisez L'échéance de F de Closet et vous aurez compris qu'il nous faut passer à la caisse maintenant et que les

remèdes vont être durs à avaler. Ce n'est pas en faisant un geste sur les carburants pour les titulaires de la CMU que tout ceci va s'arranger car ce sont encore et toujours les mêmes qui vont payer.

foxy26

le 19/11/2012 à 14:31

@petrus6524

Merci pour ces précisions qui sont, je l'avoue fort intéressantes. De plus de nos jours, nous ne sommes vraiment pas aidés quand on achète des meubles d'utilité tels que : un frigidaire ou autre objet d'électroménager, la durée de vie de celui-ci ne dépasse jamais la date de garantie car c'est étudié pour que l'on consomme plus.

Il y a même un terme bien précis pour ce cas là. Au 19ème siècle, les meubles que ce soit hi-fi ou électroménager étaient bien plus solides et duraient une bonne dizaine d'années en plus.

Aujourd'hui, tout est éphémère et se trouve être de la vraie camelote !

Oui, nous vivons dans un monde où nous devons consommer encore et encore et dans cet acharnement de cette surconsommation, l'homme se perd et perd ses valeurs les plus essentielles et vitales telles que le respect et la solidarité envers autrui car nous sommes dans une course effrénée qui va droit dans le mur et le compte à rebours ne fait, hélas que commencer !

Flammes

le 19/11/2012 à 14:30

C'est pourtant connu

Les rentiers publics sont "absolument débordés".

Tant que le pouvoir sera fondé sur l'électoratisme, nous n'aurons pas de dirigeants assez courageux, voilà.

[Tous les commentaires](#)

Votre commentaire

Titre * :

Commentaire * :

2000 caractères restants

☒ M'alerter lors de la publication de ma réaction[Ajouter un commentaire](#)[Voir les conditions d'utilisation](#)